

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2007

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., BREUSE E., SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-
DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

DELHAYE Michel Secrétaire Communal.

La Présidente demande d'ajouter quatre points à l'ordre du jour :

1. I.D.E.A. – Désignation d'un membre du Conseil d'Administration – ratification.
2. S.W.D.E. – Représentation proportionnelle des communes associées – désignation.
3. Société de logement de service public « Haute Senne Logement » - Assemblée Générale Ordinaire – approbation.
4. I.T.R.A.D.E.C. – Assemblée Générale Ordinaire – approbation.

Elle demande ensuite de reporter le point n°12 relatif au schéma de structure communal et règlement communal d'urbanisme – désignation d'un auteur de projet – cahier spécial des charges, montant estimatif, mode de passation du marché – approbation.

Le Conseil Communal accepte à l'unanimité.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 24 AVRIL 2007 - PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 20 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 24 avril 2007 –
partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 MAI 2007 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête la situation de caisse au 1^{er} mai 2007 au montant de 218.198,70 €.

**3. FINANCES – COMPTE COMMUNAL DE L'EXERCICE 2006 DE L'ADMINI-
STRATION COMMUNALE DE JURBISE DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRA-
ORDINAIRE – APPROBATION**

Conclusions de l'Echevin des Finances

Je veux féliciter et remercier le receveur, Florent Botte, pour tout le travail qu'il a réalisé, pour la présentation « power-points » du compte communal 2006 et de la première modification du budget communal 2007 à laquelle vous venez d'assister. C'était clair, précis et soigné. J'associe également le personnel des Finances pour son efficacité et sa disponibilité.

Au service ordinaire, le compte 2006 présente un boni budgétaire de 50.415,17€ et un boni comptable de 217.573,08€. D'autre part, on constate que le boni de 817,32€ dégagé par la modification budgétaire a permis d'annuler à concurrence de 70.000€, le prélèvement des 80.000 € sur le fonds de réserve qui avait été opéré pour mettre en équilibre le budget initial.

Lors de son assemblée hier, la Commission restreinte des Finances a conclu que la gestion financière, comptable et opérationnelle de la Commune était bonne.

L'analyse macro-économique indique que les dépenses de personnel sont en hausse; elles représentent 50 % des dépenses totales. La charge de la dette est optimisée, le taux moyen pondéré est de 4,20 %. La plupart des dépenses ordinaires sont également optimisées. Malgré la difficulté, le Collège Communal essaiera donc de trouver de nouvelles sources d'économies. Notons aussi que les recettes de transfert équivalent à 95 % des recettes totales.

Le Collège Communal a donc géré la Commune sainement et en « bon père de famille » comme dit la formule, mais certaines dépenses sont incompressibles et des recettes sont dépendantes des autres pouvoirs. Aucune incohérence n'a été relevée aux niveaux financier, comptable et opérationnel, tant pour les recettes que pour les dépenses.

Le Collège Communal veillera à limiter les remplacements de personnel lors des départs naturels, en privilégiant des réorganisations internes, si possible, et il limitera également certains investissements lourds, pour garder la charge de la dette sous contrôle.

Madame SENECAUT tient à féliciter le travail effectué par l'Echevin des Finances et ses services et relève cependant quelques remarques dans les conclusions du Receveur :

- 1) Augmentation constante des dépenses du personnel et l'idée de remédier à cette situation par le non remplacement des départs naturels : Madame SENECAUT s'interroge sur le bon fonctionnement de l'administration après ces départs.
- 2) Elle s'enquiert également de l'évolution des recettes autres que les recettes de transfert, telles que l'augmentation possible de la fiscalité.

Avec Monsieur MULLER, ils se posent des questions sur l'évolution de la dette et sur l'estimation faite concernant celle-ci par le Collège Communal.

Enfin, Madame SENECAUT déplore l'augmentation de la taxe sur l'enlèvement des immondices pour l'exercice 2007.

La Présidente répond en ce qui concerne le personnel, que l'administration travaille à ce jour avec 16 administratifs dont 3 sont inactifs pour causes diverses : maladie, ... et 25 ouvriers dont 3 sont à prestations réduites pour raisons médicales (Médecine du Travail).

Le bon fonctionnement des services actuellement dans cet état de fait, ne laisse présager aucune modification négative après l'un ou l'autre départ naturel. Ce résultat est obtenu grâce à la qualité du personnel en place mais aussi suite à la réorganisation des services initiée par le Collège Communal en mars 2007.

En ce qui concerne une augmentation de la fiscalité, Mademoiselle GALANT, réitère sa volonté de ne pas bouger à la fiscalité.

Le Receveur fait remarquer qu'une dérogation afin de dépasser les montants autorisés par la Région Wallonne ne peut s'envisager que si la commune est sous CRAC.

Pour la problématique des immondices, la Bourgmestre souligne que la commune ne fait qu'appliquer avec modération les directives de la Région Wallonne qui tendent à faire payer l'intégralité du service par les ménages. La scission entre le taux isolé et le taux ménage a permis de tendre vers cet objectif tout en s'adaptant aux situations familiales particulières. Il faut cependant savoir que l'administration participe encore à concurrence de 200 000 euros dans l'équilibre du coût engendré par la récolte et le traitement des déchets.

La Présidente suggère que l'Intercommunale prélève directement cette taxe. Ainsi, la Commune ne servirait plus de boîte aux lettres.

Enfin, la Présidente fait remarquer que la gestion communale se fait « en bon père de famille » et qu'elle veillera à ce que cette situation dure.

Le compte communal de l'exercice 2006 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés	9.178.677,54 €	3.612.683,77 €
Non-valeurs et irrécouvrables	99.386,02 €	3.028,28 €
Droits constatés nets	9.079.291,52 €	3.609.655,49 €
Engagements	9.028.876,35 €	3.549.937,13 €
Résultat budgétaire		
Positif	50.415,17 €	59.718,36 €
2. Engagements	9.028.876,35 €	3.549.937,13 €
Imputations comptables	8.799.934,52 €	787.992,07 €
Engagements à reporter	228.941,83 €	2.761.945,06 €
3. Droits constatés nets	9.079.291,52 €	3.609.655,49 €
Imputations	8.799.934,52 €	787.992,07 €
Résultat comptable		
Positif	279.357,00 €	2.821.663,42 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 17 voix pour et 4 abstentions sur le Compte Communal de l'exercice 2006 des services ordinaire et extraordinaire.

4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2007 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur le fait qu'une modification budgétaire pour le placement de chalets à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean n'apparaisse pas dans le dossier présenté au Conseil Communal.

La Présidente rétorque que les fonds sont prévus au budget et qu'une vérification sera effectuée.

Le service ordinaire :

Considérant que certaines allocations prévues au budget ordinaire doivent être révisées :

Le budget ordinaire de la commune est modifié et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

Balance des recettes et des dépenses

	SELON LA PRESENTE DELIBERATION		
	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	7.970.120,35	7.958.253,61	11.866,74
Augmentation de crédit (+)	173.614,85	149.664,27	23.950,58
Diminution de crédit (+)	-70.000,00	-35.000,00	-35.000,00
Nouveau résultat	8.073.735,20	8.072.917,88	817,32

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête à l'unanimité la modification budgétaire n° 1 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2007.

Le service extraordinaire :

Considérant que certaines allocations prévues au budget extraordinaire doivent être révisées

:

Le budget extraordinaire de la commune est modifié et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

Balance des recettes et des dépenses

	SELON LA PRESENTE DELIBERATION		
	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	5.438.666,85	5.310.770,59	127.896,26
Augmentation de crédit (+)	601.852,84	613.852,84	-12.000,00
Diminution de crédit (+)	-92.360,58		-92.360,58
Nouveau résultat	5.948.159,11	5.924.623,43	23.535,68

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête à l'unanimité la modification budgétaire n° 1 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2007.

5. FINANCES – COMPTE 2006 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN A ERBISOEUL - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Arrête le compte aux montants suivants :

Recettes ordinaires : 45.823,22 €

Dépenses ordinaires : 36.978,47 €

Le compte 2006 de la Fabrique se clôture avec un excédent de 8.844,75€. L'intervention communale à l'ordinaire est de 22.238,14 € et à l'extraordinaire de 18.092,62 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 3 abstentions sur le Compte 2006 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbisoeul.

6. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2006 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN A ERBISOEUL – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le supplément communal à l'ordinaire passe de 21.538,47 € à 21.972,17 €. Ce supplément est pour couvrir les dépenses de personnel 2006.

Le supplément communal à l'extraordinaire passe de 9.975,00 € à 29.975,00 €. Ce supplément est pour couvrir les frais de réfection du presbytère.

	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial	36.085,50 €	36.085,50 €	0€
Majoration ou diminution	20.433,70 €	30.433,70 €	0€
Nouveau résultat	56.519,20 €	56.519,20 €	0 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 3 abstentions sur la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2006 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbisoeul.

7. FINANCES – COMPTE 2006 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN A HERCHIES – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Arrête le compte aux montants suivants :

Recettes ordinaires : 27.501,18 €

Dépenses ordinaires : 24.384,56 €

Le compte 2006 de la Fabrique se clôture avec un excédent de 3.116,62€. L'intervention communale est de 24.600,46 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 3 abstentions sur le Compte 2006 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies.

8. FINANCES – COMPTE 2006 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-JEAN A MASNUY-SAINT-JEAN – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Arrête le compte aux montants suivants :

Recettes ordinaires : 9.744,68 €

Dépenses ordinaires : 9.754,84 €

Le compte 2006 de la Fabrique se clôture avec un déficit de 10,16€. L'intervention communale est de 6.443,78 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le Compte 2006 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

9. FINANCES – COMPTE 2006 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE A MASNUY-SAINT-PIERRE - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Arrête le compte aux montants suivants :

Recettes ordinaires : 15.683,07 €

Dépenses ordinaires : 14.513,11 €

Le compte 2006 de la Fabrique se clôture avec un excédent de 1.169,96€. L'intervention communale est de 13.058,30 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 20 voix pour et 1 abstention sur le Compte 2006 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

10. FINANCES – MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES INFERIEUR A 5.500 € HTVA POUR L'ACQUISITION D'UN ORDINATEUR ET D'UN ECRAN – APPROBATION PAR LE COLLEGE COMMUNAL DU DEVIS ESTIMATIF ET DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité d'équiper le service des travaux d'un ordinateur en remplacement de celui qui était en place mais qui a été réaffecté au service administratif;

Vu la nécessité d'équiper l'ordinateur portable du Secrétaire Communal d'un écran plat fixe pour remédier à des difficultés de visualisation sur l'écran d'origine, trop petit;

Considérant que le coût mensuel, qui serait généré par l'ajout de ce matériel dans le leasing actuel, serait supérieur au coût d'achat;

Vu le caractère urgent de pourvoir à la dépense afin de bénéficier au plus vite des fournitures pour le bien des services administratifs;

Vu le devis estimatif réalisé par le service informatique au montant de 1.200,00 € TVAC;

Vu le crédit budgétaire disponible à l'article 104/742.53.2007 du budget communal arrêté en séance du Conseil Communal du 30 janvier 2007;

Vu la décision du Collège Communal, prise en séance du 23 avril 2007, d'approuver le devis estimatif et le mode de passation du marché (article L1222-3 CDLD);

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : De ratifier la décision du Collège Communal du 24 avril 2007 sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 2 : De transmettre la présente résolution à Mr Le Receveur Communal pour disposition.

10 – 1. I.D.E.A. – DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement de la Région de Mons-Borinage-Centre;

Vu les statuts de cette Intercommunale;

Vu l'article L 1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret relatif aux Intercommunales Wallonnes, promulgué par le Gouvernement Wallon en date du 05 décembre 1996 et publié au Moniteur Belge du 07 février 1997;

Considérant que lors de l'assemblée générale de l'I.D.E.A. du 02 mai 2007, Mademoiselle Jacqueline GALANT, Bourgmestre, a été désignée en qualité d'administrateur;

PREND ACTE et RATIFIE : à l'unanimité

la nomination de Mademoiselle Jacqueline GALANT, Bourgmestre, en qualité d'administrateur au sein de l'I.D.E.A.

10 – 2. S.W.D.E. – REPRESENTATION PROPORTIONNELLE DES COMMUNES ASSOCIEES –DESIGNATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du Parlement wallon du 19 juillet 2006 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la Société wallonne des eaux;

Vu l'article D. 371 de ce décret et l'article 26 des statuts de la S.W.D.E.;

Considérant que la S.W.D.E. est organisée pour sa mission de distribution d'eau en huit succursales dirigées chacune, par un conseil d'exploitation;

Vu que le Conseil d'exploitation est composé de représentants communaux désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux relevant du territoire de la succursale en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles d'apparement et de regroupement;

Vu le courrier de la Société Wallonne des Eaux du 08 mai 2007;

Vu que pour la Commune de Jurbise et suivant la répartition proportionnelle au sein du Conseil d'Administration (clé de D'HONDT), le représentant communal de Jurbise fait partie du groupe MR;

Vu la déclaration d'apparement du Conseil Communal du 31 janvier 2007;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : Monsieur Daniel HORNY est désigné comme représentant de la Commune de Jurbise au sein des Conseils d'exploitation des succursales de la S.W.D.E.

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente délibération à la S.W.D.E.

**10 – 3. SOCIETE DE LOGEMENT DE SERVICE PUBLIC « HAUTE SENNE
LOGEMENT » - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE – APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à la Société de logement de service public : « Haute Senne Logement »;

Vu les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Vu les dispositions du Code Wallon du Logement;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} - D'approuver :

- par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation des scrutateurs.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Procès-verbal de l'assemblée générale précédente.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport de gestion.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport du Commissaire réviseur.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 5 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 6 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux administrateurs Commissaire réviseur.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 7 de l'ordre du jour, à savoir : Transfert de parts sociales - Ratification.

Article 2 - De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 22/05/2007.

Article 3 - La présente délibération sera transmise à la Société de logement de service public : « Haute Senne Logement ».

10 – 4. I.T.R.A.D.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.T.R.A.D.E.C.;

Vu les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Vu le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05 décembre 1996;

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L 1523-12;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} - D'approuver :

- par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation de 2 scrutateurs.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport de gestion pour l'exercice 2006.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport spécifique du Conseil d'Administration sur tout prise de participation au capital d'une société.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport du Commissaire réviseur et du Collège des Contrôleurs aux comptes.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 5 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation des comptes annuels et adoption du bilan pour l'exercice 2006.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 6 de l'ordre du jour, à savoir : Affectation du résultat de l'exercice écoulé.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 7 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux administrateurs Commissaire réviseur et Contrôleurs aux comptes.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 8 de l'ordre du jour, à savoir : Recomposition du Conseil d'Administration.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 9 de l'ordre du jour, à savoir : Fixation du contenu minimal du Règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion.
par 21 voix « pour », 0 voix « contre », 0 « abstentions ».
- Le point 10 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation du Commissaire réviseur pour l'années 2007 à 2009 – attribution du marché.

Article 2 - De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 22/05/2007.

Article 3 - La présente délibération sera transmise à l'intercommunale I.T.R.A.D.E.C., rue du Champ de Ghislage 1 à 7021 Havré.

11. CONCESSION DE VOIRIE – CINQ EMPLACEMENTS DE PARKING – RUE DE DE LA GARE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande de la Banque DEXIA pour son agence de Jurbise;

Vu le Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment son article L 11212-30;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : De concéder cinq emplacements de parking à la banque DEXIA, rue de la Gare, face à l'agence de Jurbise.

Article 2 : De fixer la durée de la concession à un an, renouvelable tacitement à chaque échéance pour une durée de un an et prenant cours à la date de la transcription de la concession à la Conservation des Hypothèques.

Article 3 : De fixer une redevance annuelle d'un euro en reconnaissance du droit de propriété de la Commune.

Article 4 : De désigner le Collège communal, représenté par Jacqueline Galant et Michel Delhaye, respectivement Bourgmestre et Secrétaire communal pour représenter l'autorité communale lors de la signature de l'acte de concession.

Article 5 : De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur Florent Botte, Receveur communal pour information.

12. SCHEMA DE STRUCTURE COMMUNAL ET REGLEMENT COMMUNAL D'URBANISME – DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, MONTANT ESTIMATIF, MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

Ce point est supprimé.

13. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – CHEMIN DU PRINCE ET RUE ROUGE A TRIAUX A JURBISE (SECTION D'ERBISOEUL) – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant le rapport de la Police Locale 5326 « Sylle et Dendre » du 28 juin 2001;

Considérant le projet de règlement complémentaire de la Direction générale Mobilité et Sécurité Routière du Service public fédéral Mobilité et Transports;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : Dans le chemin du Prince :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits, du lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 :
 - du côté pair, entre les n° 146 et 156;
 - du côté impair, entre l'opposé du n° 154 et le passage pour piétons existant à la sortie de l'école;
- du côté impair, un emplacement de stationnement est réservé aux bus scolaires, juste après le passage pour piétons précité, sur une longueur de 15 mètres.

Article 2 : Ces mesures seront matérialisées par le placement de **signaux E3** avec panneau additionnel reprenant la mention « **DU LUNDI AU VENDREDI – DE 7H00 A 16H00** » et flèches montantes, descendante et double, **E9d** avec panneau additionnel reprenant la mention « **BUS SCOLAIRE** » et flèche montante « **12 m** ».

Article 3 : Dans la rue Rouge à Triaux, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la rue de Ghlin à et vers le chemin du Prince.

Article 4 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux **C 1** avec panneau additionnel **M2** et **F19** avec panneau additionnel **M4**.

Article 5 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

**14. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DU COURT
TOURNANT ET RUE DE BROCQUEROY A JURBISE (SECTION DE MASNUY-
SAINT-JEAN) – APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant le rapport de la Police Locale 5326 « Sylle et Dendre » du 28 juin 2001;

Considérant le projet de règlement complémentaire de la Direction générale Mobilité et Sécurité Routière du Service public fédéral Mobilité et Transports;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : Dans le tronçon formé par les rues du Court Tournant et de Brocquerooy, la circulation est interdite à tout conducteur de véhicule ou train de véhicule ayant, chargement compris, une longueur supérieure à **8 mètres**.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux **C 25 (8 m)**.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

**15. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DU RISSOURIS
ET DU CHEMIN DE MONS A JURBISE (SECTION DE MASNUY-SAINT-JEAN)
- APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande des riverains;

Considérant le projet de règlement complémentaire de la Direction générale Mobilité et Sécurité Routière du Service public fédéral Mobilité et Transports;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : Dans le tronçon formé par les rues du Rissouris et le chemin de Mons, entre la chaussée Brunehault et le chemin du Prince, la vitesse maximale autorisée est limitée à 50 km/h.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux **C43 (50 Km/h)**.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

16. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – RUE DE GHLIN ET RUE DE LA GARE A JURBISE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant le rapport de la Police Locale 5326 « Sylle et Dendre » du 08 mai 2007;

Considérant le projet de règlement complémentaire du Service Proximité de la Zone de Police « SYLLE et DENDRE » - ZP 5326 de Jurbise;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE : par 18 voix pour et 3 abstentions

Article 1^{er} : Dans la rue de Ghlin :

- Le stationnement est interdit, entre la route d'Ath (N56) et la rue de la gare :
 - du côté pair - Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux E1** avec panneau additionnel, **flèche montante (Xa)** et **descendante (Xb)**;
 - du côté impair, entre le n° 5 et la route d'Ath (N56) - Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux E1** avec panneau additionnel, **flèche montante (Xa)** et **descendante (Xb)**;
- Le stationnement est limité à deux heures face aux n° 5 et 7 – Cette mesure sera matérialisée par le placement des **signaux ZE9aD et ZE9aF**;
- Le stationnement est interdit, entre la rue de la Gare et le n° 14 côté pair – Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux E1** avec panneau additionnel, **flèche montante (Xa)** et **descendante (Xb)**;
- Le stationnement est interdit, entre la Voie des Curés et la rue de la Gare, côté impair - Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux E1**

avec panneau additionnel, **flèche montante (Xa)** et **descendante (Xb)** et d'un **signal intermédiaire E1** et d'un panneau additionnel (**Xd**);

- Dans les rétrécissements créés, face aux abords des n° 5 et 15, une priorité de passage sera établie, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant de la route d'Ath (N56) vers la Voie des Curés – Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux B19** (Passage étroit. Obligation de céder le passage aux conducteurs venant en sens opposé) et **B21** (Passage étroit. Priorité de passage par rapport aux conducteurs venant en sens opposé);

Article 2 : Dans la rue de la Gare :

- la circulation est interdite à tout conducteur entre le n° 17 et la rue de Ghlin - Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux C1** (sens interdit) et **F19** (voie publique à sens unique);
- Le stationnement sera réglementé par des marquages au sol entre la rue de Ghlin et le n° 17 - Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux ZE9aD** et **ZE9aF** avec panneau additionnel, **G7b** (excepté riverains);
- Le stationnement sera réglementé par des marquages au sol entre la rue des Martyrs et le n° 17 – Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux E17** (avec panneau additionnel Maximum 3T5) et **E19**;

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité.

17. TRAVAUX – PLAN TRIENNAL DES TRAVAUX 2007-2008-2009 – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le programme triennal des travaux 2007-2008-2009 doit être déposé à la Région Wallonne dans les meilleurs délais;

Vu le décret du 21.12.2006, relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêts publics;

Vu la circulaire du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 24.08.2006;

Vu la note du de la D.G.P.L. du Ministère de la Région Wallonne en date du 23.01.2007;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 30.01.2007 arrêtant le programme triennal partiel des travaux pour l'année 2007;

Vu la circulaire TS 2007/01 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 15.03.2007;

Vu la circulaire TS 2007/02 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique en date du 19.04.2007;

Vu la lettre-circulaire de la D.G.P.L. du Ministère de la Région Wallonne en date du 26.04.2007;

Vu la liste des priorités de travaux proposée par le Collège Communal en date du 07.05.2007;

Attendu que le Collège Communal souhaite la concrétisation de ces projets dans les meilleurs délais;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'arrêter le plan triennal des travaux 2007-2008-2009 et la demande des subventions auprès du Ministère de la Région Wallonne;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1. – D'arrêter le programme triennal des travaux 2007-2008-2009 comme suit :

Pour l'année 2007 :

Priorité n° 1;

Egouttage de la rue Claus à Jurbise (2005.2) au montant estimatif de 385.811,27 EUR T.V.A.C.;

Priorité n° 2;

Egouttage des rues du Franc Boudin et d'Erbisoeul à Herchies (2005.3) au montant estimatif de 489.747,67 EUR T.V.A.C.;

Priorité n° 3;

Amélioration et égouttage du chemin du Prince – 6^{ème} tronçon au montant estimatif de 1.615.449,16 EUR T.V.A.C.;

Pour l'année 2008 :

Priorité n°1;

Egouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'impasse des Garennes au montant estimatif de 1.009.966,00 EUR T.V.A.C.;

Priorité n° 2;

Egouttage de la rue Carache au montant estimatif de 104.967,50 EUR T.V.A.C. subsidiable par la S.P.G.E.;

Priorité n°3;

Egouttage de la rue du Plouy et de la Place d'Erbaut au montant estimatif de 589.270,00 EUR T.V.A.C.;

Priorité n 4;

Egouttage de la rue des Martyrs au montant estimatif de 282.535,00 EUR T.V.A.C.;

Pour l'année 2009 :

Priorité n°1;

Aménagement de la rue Valère Letot au montant estimatif de 599.555,00 EUR T.V.A.C.;

Priorité n° 2;

Egouttage de la rue d'Erbisoeul (2^{ème} partie) au montant estimatif de 356.345,00 EUR T.V.A.C.;

Priorité n°3;

Egouttage des rues Claus (2^{ème} partie), du Faux Bois et du Fort Joniau au montant estimatif de 1.243.880,00 EUR T.V.A.C.;

Priorité n°4;

Egouttage des rues Bruyère Saint-Pierre et des Prés (2^{ème} partie) au montant estimatif de 1.495.318,00 EUR T.V.A.C.;

Article 2. - De solliciter de la Région Wallonne les subventions pour le programme triennal tel que décrit ci-avant à l'article 1.

Article 3. – De transmettre un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A. (organisme épurateur agréé par la S.P.G.E.) et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

18. QUESTIONS ORALES

Madame SENECAUT sollicite la position du Collège Communal concernant le Plan d'Action Logement prévu par le décret du 03 mai 2007 du Ministre ANTOINE.

La Présidente répond qu'elle assistera à une réunion d'information concernant ce décret le 07 juin prochain.

Madame SENECAUT demande des renseignements sur la mise en œuvre du plan d'urgence et sur la désignation d'un fonctionnaire responsable.

Mademoiselle GALANT signale qu'il est en cours d'élaboration et que Madame Valérie Roldan est pressentie à ce poste.

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur l'implication des exercices antérieurs quant à l'équilibre du Compte, elle pose la même question concernant la prise en compte de la taxe sur les pylones GSM dont la légalité est toujours sous le coup d'un recours.

Le Receveur donne les explications techniques à ce sujet.

Mademoiselle MORCRETTE souhaite des informations sur la prise en compte par le Collège Communal des investissements prévus sur les finances communales dans le temps.

Le Receveur répond qu'il calcule pour chaque investissement l'impact jusqu'au terme de la mandature.

**19. EXPOSE DE « VENTIS DEVELOPPEMENT » SUR LES ENERGIES
ALTERNATIVES**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance de l'exposé de « VENTIS DEVELOPPEMENT » relatif aux énergies alternatives.

HUIS CLOS...

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,